

ARRÊTÉ DU MAIRE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN

ARRÊTÉ N°AT_2024_3389
Arrêté Temporaire

6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale

SONORISATION - CENTRE SOCIAL NIKI DE SAINT PHALLE

Monsieur Benoît ARRIVÉ, Maire de Cherbourg-en-Cotentin,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2 et L.2213-4,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.571-1 et suivants,

VU le Code de la santé publique,

VU le Code pénal, notamment son article 222-16,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 1997,

VU l'arrêté n° AR_2023_5065_CC du 7 décembre 2023 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués,

CONSIDÉRANT la demande présentée le 5 septembre 2024 par M. Nicolas POTIN agissant pour le compte du Centre social Niki de Saint Phalle,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – M. Potin, représentant le Centre social Niki de Saint Phalle, est autorisé à sonoriser à l'extérieur de cet établissement, 290 rue du Caplain, sur le territoire de Tourlaville, dans le cadre de l'inauguration du centre social :

- le vendredi 13 septembre 2024 de 17h à 20h,
- le samedi 28 septembre 2024 de 10h à 20h.

ARTICLE 2 – L'émergence du bruit perçu par autrui ne devra pas être supérieure aux valeurs limites admissibles définies par le Code de la santé publique, à savoir :

- limitation des niveaux sonores à 102 dBA (LAeq, 15mn) et 118 dBC (LCeq, 15mn) en tout point accessible au public ;
- les émissions sonores ne doivent pas engendrer autour des habitations, lieux de sommeil (hôpitaux, EHPAD, etc.), ou occupés par des tiers, un dépassement des valeurs limites de l'émergence spectrale de 5 à 7 dB(A) dans les octaves normalisées de 125 Hz à 4 kHz ainsi qu'un dépassement de l'émergence globale de 3 dB(A) en période nocturne.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour le recours des tiers ou de sa notification pour le recours de l'intéressé(e).

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, le Commissariat Central de police et le service de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire et par délégation, le Maire adjoint
Pierre-François Lejeune